

Archéologie du vécu quotidien en République démocratique du Congo « Le peuple d'abord », de l'indépendance à l'ère de la mondialisation ?

Par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

La particularité de l'approche anthropologique d'un fait culturel est d'expliquer le pourquoi (c'est-à-dire la cause ou la cause des causes) d'une pratique étrange aux yeux de l'observateur ou d'une norme sociale. Penser autrement, c'est ramer à contre-courant de la voie balisée par ses fondateurs ainsi que de la pléiade de tous ceux et toutes celles qui ont répondu à leur vocation des médiateurs culturels [1]. Essentiellement académique, cette discipline jouit d'une grande visibilité dans les pays du Nord, grâce aux loyaux services qu'elle ne cesse de rendre au rayonnement de leur influence planétaire.

Paradoxalement, dans les pays du Sud, elle est victime d'un discrédit éhonté, qui malheureusement ne découragera nullement les volontés mobilisées depuis plus d'une décennie [2]. A travers des analyses faites à partir des données collectées selon les standards édictés par l'anthropologie moderne (The New Encyclopedia Britannica, Vol. 27, pp. 326-331). Il y a lieu de reconnaître que les conclusions contribuent énormément à l'amélioration des conditions de vie de la population.

A terme, ne pas questionner le quotidien du congolais, alors que c'est possible d'éclairer les zones d'ombres qui y ont élu domicile, avec tout ce qu'il a de paradoxe, participe de la logique de complicité. Mieux, c'est contribuer à l'entretien de l'équation à plusieurs inconnues. Une équation à laquelle les réponses qui lui sont apportées flétrissent à l'épreuve du temps, s'étiolent et tapissent le retour à la case de départ : un éternel quotidien bien fragile et fragilisant.

Fidèle aux canons de la discipline anthropologique, cette réflexion puise des matériaux collectés dans le vécu de la population congolaise à travers divers véhicules culturels que sont les chansons et les théâtres populaires et les dictons et actuellement en vogue dans ce grand pays au cœur de l'Afrique. La RDC a toujours fait râler les esprits éclairés, dont celui qui percevait l'Afrique sous la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo (Franz Fanon, in JD. MOBUTU, 1973). Nous entendons attirer l'attention et la conscience de tous sur un sujet apparemment banal, mais lancinant car les thérapies qu'on prétend lui administrer ne rapportent pas des résultats escomptés. Et les énergies sur lesquelles le pays devait compter sont en train d'arpenter le chemin périlleux de l'exil en acceptant l'indicible. Que faisons-nous fait de cette réalité qui nous défie ?

C'est pour répondre à cette préoccupation que nous mobilisons trois principaux points ci-après. Le premier clarifie les concepts de base. Le deuxième essaye d'exhumer le fondement de cette situation atypique devenue ainsi une gangrène à force de la contempler. C'est cette réalité sociale de référence, extérieure à notre conscience et à notre expérience individuelle.

Le troisième et dernier point, prenant la mesure du point qui le précède, propose quelques voies de sortie. C'est de la sorte, selon nous, que pensons épouser l'esprit de cette deuxième publication

de la revue Carrefour en produisant une connaissance véridique empiriquement fondée et soumise à certaines conditions de vigilance (J.P. De SARDAN, 2008, p. 14).

I. Clarification conceptuelle

Tout travail scientifique en sciences sociales, prévenait non sans raison E. Durkheim, doit commencer par éclairer les concepts qui seront utilisés. Car si pour le mécanicien, les instruments doivent l'aider à réparer une panne, ne s'utilisent pas par essai-erreur, sa boîte à outils doit être rangée de sorte que le méli-mélo ne soit de mise. En raison de cette précaution, nous nous y conformerons dans ce premier point.

L'archéologie, le quotidien et la mondialisation figurent parmi les concepts à clarifier avant d'entrer dans le vif de notre sujet.

L'archéologie

Le mot « archéologie » vient du grec ancien « archaiología » et est formé à partir des éléments « archaios » (=ancien) et « lógos » (= mot, parole, discours). Toutefois, c'est avant tout à l'étude de l'objet fabriqué par l'homme, donc à la technicité, que l'archéologue consacre son travail.

Dans la tradition américaine de l'anthropologie, l'archéologie est l'une des quatre sous-disciplines dont le tout forme l'Anthropologie. L'une des visées de cette discipline nous semble intéressante. Il s'agit de celle qui inclut la recherche des relations entre les groupes et même la reconstruction de la vie sociale des populations avant l'invention de l'écriture (BARNARD, 2004, p. 3). Plus spécifiquement, l'archéologie étudie la culture humaine à travers la récupération des vestiges matériels et données environnementales (Haviland, Prins, Walrath and McBride, 2011, p. 12).

Cependant, il ne sera pas question ici de s'armer au propre des outils d'un archéologue, pour exhumer le quotidien congolais, mais au figuré. En d'autres termes, nous allons nous intéresser aux faits qui frappent nos sens pour rendre compte des causes qui les justifient.

Partant de cette orientation, il nous revient de décliner notre dévolu sur l'acception foucauldienne de l'archéologie (1969). Appliquée au discours, elle est pratiquée pour mettre au jour des couches sédimentaires d'un savoir que l'on tient pour constituer sous l'égide du sujet, et qui est en fait un « champ d'historicité [...] libre de toute activité constituante, affranchi de toute référence à une origine ou à une téléologie historico-transcendantale, détaché de tout appui sur une subjectivité créatrice ». Elle conduit à déchiffrer des textes pour y déceler une pluralité de niveaux, et à interroger des discours pour y découvrir les mouvements secrets de la pensée. (Encyclopédie Universalis, 2019).

De cette archéologie, nous en déduisons que les habitudes propres aux congolais depuis la déclaration de l'indépendance politique de leur pays à ce jour, constituent une raison suffisante pour les aborder sur le terrain privilégié de l'anthropologie.

La notion du « quotidien » dans toute son extension

Que parle-t-on lorsqu'on évoque le concept « quotidien » ? A une telle question, le premier réflexe nous conduit à la consultation des dictionnaires. Dans l'un d'eux, on y trouve deux définitions. L'une le renvoie à un adjectif (relatif à ce qui se rapporte à chaque jour), tandis que

l'autre à un nom commun à l'instar à une publication qui paraît tous les jours de la semaine, sauf, souvent, le dimanche. Mais aussi, le quotidien est la vie de tous les jours, la vie ordinaire.

Comme on le sait, les définitions des dictionnaires sont souvent de portée générale et ne renseignent pas toujours ou pas assez la réalité que le mot revêt réellement.

Dans son esquisse d'identification du quotidien, Georges BALANDIER le comprend à la fois comme la conjonction du cadre de la vie privée de l'homme, les milieux définissant sa résidence et ses relations personnelles immédiates, les lieux où se déploient son temps de travail et son temps libre. En substance, c'est l'ensemble des pratiques et représentations par le moyen desquelles le sujet aménage et négocie quotidiennement son rapport à la société, à la culture et à l'événement. (Georges BALANDIER, 2013, p. 8.)

Il nous revient rapidement à l'esprit cette pensée clairement décrite par Florence Weber lorsqu'elle définit le spectre de l'étude anthropologie. En effet, elle avance que l'anthropologie est mieux outillée pour appréhender ce qui est en jeu tant dans les sociétés exotiques aussi bien dans l'humanité immédiate qui nous entoure (Florence Weber, 2015).

Pour contextualiser ce concept abstrait, nous pouvons nous reporter utilement à l'une de nos récentes études, lorsque nous disions que les organisations non gouvernementales en RDC n'ont pas un secteur où elles manquent d'argument pour ne pas intervenir. Car nous constatons que : « ... elles s'occupent des problématiques sanitaires, sécuritaires, environnementales, etc. Ce quadrillage s'expliquerait-il par un sursaut de l'Occident ? Ou par trop d'excès d'altruisme ? (...) toute une panoplie d'angles d'attaque du vécu des Congolais, de la classe moyenne et de toutes les catégories sociales dites pauvres. (...) dans les domaines tant régaliens (c'est -à-dire relevant des attributions des pouvoirs publics) que privés. » (Delphin KAYEMBE, 2016, p. 36).

Avec cette clarification plus ou moins claire de la notion de quotidien, passons à celle de la mondialisation, tout en signalant que c'est avec cette quotidienneté, qui ne repose pas sur une base solide que les effets de celle qui suit moulent les représentations et les pratiques des congolais.

La mondialisation

Le concept de mondialisation est certes nouveau dans la littérature scientifique, ainsi que dans les milieux d'affaires. Il est signalé dans le monde académique vers les années 80. Cependant, son esprit et ses pratiques s'enracinent depuis l'établissement des rapports des forces, au XV^{ème} siècle, entre l'Europe et les autres continents. Ces contacts particuliers ont facilité par la volonté de découvrir, de commercer mais surtout l'idée d'imposer sa vision du monde.

Au-delà de sa polysémie, elle peut renvoyer simplement à l'internationalisation plus poussée de l'activité économique s'exprimant par une intégration et une interdépendance accrues des économies nationales (Thompson, 1999, p.159). La simplicité sus-évoquée ne doit pas cacher l'inquiétude ou la menace que la mondialisation représente pour les pays dont les économies sont en grande partie extraverties ou dépendantes des caprices du dumping économique international. Elle est même considérée comme une pièce de théâtre dont la scène, la distribution des rôles et l'intrigue de la pièce ont changé (VALASKAKIS, Kimon, 1999, pp. 175-187).

La consultation de la revue de la littérature consacrée sur ce phénomène permet de repérer l'engrenage à trois rouages sur lequel repose la mondialisation. Ces trois rouages sont interdépendants et connectent toutes les économies entre elles pour en faire une économie globale. Il s'agit du commerce, de la production et des finances.

Le terme est fréquemment employé dans les discours politiques, le plus souvent pour justifier des restructurations dans le domaine public et le retrait de l'État dans certains secteurs d'activités économiques. Dans le monde des affaires, on réfère généralement à la mondialisation pour expliquer la nécessité de « rationaliser » les activités de l'entreprise et pour justifier les vagues de fusions-acquisitions sur le plan international. Pour une partie importante de la population finalement, mondialisation rime avec pertes d'emplois, exploitation des travailleurs par les grandes entreprises et hausse des inégalités. (David BOLDUC et Antoine AYOUB GREEN, 2000, p. 6.)

Le débat peut se poursuivre à l'infini avec le concept de mondialisation. Notons actuellement qu'elle transforme l'espace économique de tout pays. L'accentuation de la concurrence entre les biens, les services et les capitaux, mais aussi l'élargissement de cette dernière à l'ensemble des politiques publiques nationales, à la culture, à l'éducation, à la protection sociale, à la fiscalité, aux règles et modèles d'organisation. Les revers tous ces mécanismes affectent drastiquement la vie des populations à mille lieues de là où les décisions sont prises. L'inadaptation à ce nouveau mode de vie aux odeurs de la mondialisation, accentue la précarité dont sont à la fois victimes et complices les congolais dans leur ensemble.

Par cette clarification conceptuelle, nous abordons à présent le deuxième point de cette recherche qui porte sur le quotidien des congolais. L'accent sera mis sur le fait que le quotidien qui est le lot de la majorité des congolais, et en sélectionnant quelques des faits saillants.

II. Archéologie du quotidien d'une ville sans cesse réinventée

C'est sous ce titre et dans un style saisissant que Pierre Jacquemot (2011) livre ses analyses sur le vécu à Kinshasa. Un vécu qui n'est pas rose malheureusement, à cause des plusieurs facteurs interreliés. L'un d'entre ceux-ci que tout observateur peu avisé privilégierait est le fait des pillages de 1991 et 1993 [3]. Et pourtant ces événements ne sont que des conséquences tangibles générées par un système social qui n'a pas pris la mesure du quotidien de sa population.

Loin d'être un pays désertique et pauvre, le Congo regorge d'immenses ressources naturelles et minières surexploitées au profit d'une oligarchie et ses valets de tous bords. Le collectif des chercheurs qui s'est penché sur l'une d'entre elles n'y vont pas quatre chemins lorsqu'il atteste par exemple que :

« Durant les années 1980, la baisse des cours du cuivre met à jour les failles d'un système centralisé, sans limite claire entre les biens de l'Etat et ceux de son dirigeant. Imitant le modèle de leur chef, les généraux se tournent vers les diamants pour tirer des ressources substantielles qui les affranchissent de la tutelle du Maréchal et les transformant en – seigneurs des mines – et le pays entre dans une période d'hyper inflation accélérée par l'attitude prédatrice des gouvernants (...) » (PELON et P. GENTILHOMME, 2007, p. 184)

Comptant au nombre d'autres pratiques contreproductives de ce genre, la population se voit emprisonnée dans un contexte au climat nocif. Le désarroi n'a pas tardé à résonner encore, car après

l'exhaussement de ce vœu, les conclusions des scientifiques ne vont sur le dos de la cuillère. En voici un des extraits avec AYIMPAM :

« Une ville (Kinshasa) touchée depuis plus de vingt ans par une crise profonde et multiforme ; retrait de l'Etat, inexistence de la régulation juridique, pillages par les militaires et les détenteurs du pouvoir, abandon des zones rurales, exportation frauduleuse des minerais, etc. » (AYIMPAM S., 2014, p. 4).

Bien avant cette période, il est fort éclairant de constater aussi que les organes régulateurs de la vie collective n'avaient pas prévenu de telles catastrophes alors que les entreprises poumons de l'économie du pays (la Générale des carrières et des mine – Gécamines, et la Minière de Bakwanga – Miba) tournaient en plein régime mais leurs recettes servaient plus à des dépenses d'ostentation : les fêtes par-ci, les célébrations par-là ; les investissements dans ce qu'on a ironiquement qualifié « éléphants blancs », pour ne citer que ces quelques cas parmi tant d'autres. Ce fut uniquement une décennie de gloire pour ceux qui se sont trouvés aux commandes de l'appareil de l'Etat.

Au manque de prévoyance, vers le milieu des années 70, il a été déploré les conséquences de la Zaïrianisation précipitée des entreprises privées par les autorités politiques. C'est par là, écrit Shomba, que se situe :

« Le début de la crise économique et financière que traverse le pays et particulièrement, la ville de Kinshasa. En générale, les « acquéreurs » des biens nationalisés, car s'est ainsi qu'on les appelait, n'ont ni su gérer méthodiquement les entreprises acquises ni s'approvisionnaient en produits vitaux pour leur maintien » (Sylvain SHOMBA K., 2004, p. 38).

Le legs de la colonisation n'a pas été mis à profit dans l'amorce d'un nouveau quotidien voulu radieux. Bien au contraire, les biens de l'Etat ont été personnalisés selon qu'on occupait un poste de commandement. La hantise ici est que l'adage : « chasser le naturel, il revient au galop » a été conforté. Faut-il indexer l'impréparation et l'immaturité des animateurs politiques, lesquels n'ont fait que transformer les espoirs en un cauchemar dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Déjà vers les années 80, l'éloignement de revivre ne fut-ce que l'époque coloniale était consommé. Le rendu d'une réflexion scientifique au titre évocateur de « Tango ya ba noko » (Didier DE LANNOY, S. MABIALA et Emile BONGELI – s. dir.- 1986) lui réserve une place de choix.

Naviguant ainsi à vue, les conséquences furent désastreuses dans tous les secteurs stratégiques de la vie sociale, dans une certaine mesure celui de la gestion de la chose publique. L'inflation politique vers laquelle tous les regards sont tournés sans cligner l'œil. De la base au sommet y compris la crème intellectuelle qui s'obstine même par clientélisme béat à aliéner ses gros diplômés. Une véritable dissipation des espoirs.

Ici l'usure a fini par formater les esprits de ces hommes politiques en quête de positionnement et autres privilèges oligarchiques. Dans l'entretemps, cette obstination a fermenté les pratiques de la débrouille dans la masse laborieuse. Cette ingénierie sociale connue sous le fameux nom d'« article 15 » devait être interprétée comme la démission de l'Etat de ses missions régaliennes. Et Jacquemot l'explique si bien quand il parle de Kinshasa-créativité, en ces termes :

« Les Kinois sont contraints de se conformer très civiquement au sublime article 15 de la constitution (en réalité il s'agit du règlement intérieur de l'ancien Etat sécessionniste du Sud Kasai

qui n'en comptait que 14), imaginaire mais connu de tous parce qu'il résumait une ligne de conduite abordable par presque tous : la « débrouille » (...) auto prise en charge collective face à l'Etat défaillant » JACQUEMOT, 2011, p. 5).

Les conclusions d'une étude menée en 1999 montrent la manière dont le secteur économique a périclité en exacerbant la misère qui couvait depuis longtemps, et que les pillages ne sont rien d'autres que la conséquence d'une crise multiforme (politique, institutionnelle, de l'homme et de la société). En substance, on y note que les dirigeants n'ont jamais manifesté la volonté politique de bien faire quoi que ce soit dans l'intérêt général. L'Etat lui-même représente plutôt l'intérêt de quelques potentats et des dirigeants politiques en fonction que l'intérêt de l'ensemble de la population (Remy MBAYA *et al*, 1999, p. 59).

Une crise multiforme au premier chef de laquelle se trouve la crise économique et sociale qui dure et où les citoyens réinventent les moyens pour leur survie. Du coup, la ville en vient à donner l'impression qu'elle est devenue un marché : Kinshasa se conforme ainsi à la signification de sa toponymie, Kinshasa « le marché » (Sylvie AYIMPAM, p. 23). Même si tout le monde, à l'instar de Braudel, pense que « toute ville, quelque qu'elle soit, est d'abord un marché, et que s'il en manque la ville est impensable » (F. BRAUDEL, 1979), le cas de Kinshasa frise visiblement une pathologie sociale. Il n'y a aucune rue dans les quartiers résidentiels et populaires sans un petit commerce ou une table de valeurs. Cet éparpillement a atteint un paroxysme tel que tout espace public fait l'objet d'une hantise lucrative.

La corvée de gent féminine ne s'est pas allégée, car en plus du poids sous lequel elle croupit, au cours de cette période la troupe théâtrale Salongo de l'Office Zaïrois de Radio et Télévision (OZRT) a fustigé, dans l'un de ses épisodes, la banalisation de l'estime marital par l'introduction d'une nouvelle norme. Celle-ci consistait à contrôler judicieusement les morceaux de viande dans la marmite [4] (fonctionnaire de l'Etat de son état, impayé des années durant). Cette anomalie qui montrait la manière spéciale de gérer la crise par le mari. Il nous souviendra également du système de délestage alimentaire dans la périphérie de Kinshasa. Système qui consistait, pour les catégories des membres d'un ménage, à manger à tour de rôle. Où dans les pires des cas, de constater l'absence journalière du rendez-vous culinaire par l'expression : « Frère Patrice » [5].

De cette faillite économique on note, par ailleurs, que la femme a pris le devant de la scène pour sauver son ménage du naufrage. Pendant cette période de crise, on l'a vu quitter l'arrière-cour où elle était assignée jadis, pour affronter désormais le quotidien en inversant le rôle et en bravant la norme des hiérarchies sociales dominée par le patriarcat. Il lui était désormais permis de cumuler, à la fois, le rôle qui était dévolu, d'après le processus de la socialisation, à l'homme : le rôle de la nourricière et de la gardienne de la progéniture, pour jouer aussi celui du chef de ménage. Elle devait et doit, dans ce contexte de basse conjoncture, faire tout pour réussir les énigmes que le quotidien lui oppose encore.

A cet inversement de rôle s'invite le laxisme de l'éducation des enfants. En effet, l'homme dans son orgueil de « chef » accède à son rôle que de manière non conventionnelle et ne se permet plus l'ostentation. Lorsqu'il devait revenir avec le revenu mensuel, et décider de l'affectation des rubriques. Maintenant, il ne se pose plus la question sur la régularité des repas chaque soir quand il rentre à la pointe des pieds, sans bruit.

De ce tableau, nous n'insinuons pas que la population ait accepté de manière béate la résignation. Les multiples stratégies pour faire face à ce vide créé entre les attentes et le vécu. Il ne peut en être autrement à l'instar des peuples de l'Europe de l'Est, qui, vivant sous diverses dictatures, on fait montre, selon Larissa, de plus d'ingéniosité lorsqu'il écrit :

« Les citoyens du bloc communiste n'étaient pas des marionnettes aveugles - ou des - victimes désespérées - des régimes dictatoriaux, ils ont développé au quotidien une multitude de tactiques et de ruses qui leur a permis de s'accommoder ou de résister au régime, de participer à l'élaboration des normes ou de les contourner » (L. ZAKHAROVA, 2013, p. 306).

En filigrane, tel est l'un des ressorts qui fondent le quotidien de la vie au Congo. Une situation véritablement engluante qui nécessite pour être décapée, une révolution mentale que tous les grands visionnaires congolais ont appelé de tous leurs vœux, de Kimpa Mvita à Laurent Désiré Kabila, en passant par Lumumba et Mabika Kalanda (1966). Tous ces échos semblent butés à étourdissement d'une frange partie de la population.

Actuellement le quotidien congolais oscille entre un souci de bien-être qui se vit à la fois comme un mirage et une incertitude. Toutes les couches sociales dans leur majeure partie se demandent comment tout ceci prendra fin. Les salariés qui sont employés dans le secteur des services chez les expatriés asiatiques s'accrochent et comptent mordicus sur des opportunités informelles pour nouer les deux bouts du mois. Ils reçoivent juste ce qu'il faut pour payer le transport du mois. Pour le reste des dépenses fixes, ils doivent développer des mécanismes de survie allant du marchandage à l'interne du prix aux attitudes clientélistes. La scène que le grand marché de Kinshasa offre à l'observateur est révélatrice de cette précarité. Les jeunes qui sont en quête des repères disent clairement que l'espoir d'un lendemain meilleur le fait vivre.

En somme, la scène de la débrouille est bien installée à la suite de manque des signaux forts qui peuvent annoncer le changement tant souhaité. Il n'est pas faux d'attester que l'accession de ce pays à l'indépendance ne lui a offert qu'une embellie d'une quinzaine d'années, car tout juste après la tropicalisation de l'Etat, elle a été rappelée à l'ordre ou à la vie végétative d'antan, à cause de la gestion 'nationaliste' de ses dignes fils et filles. Les études faites tout récemment ne manquent pas d'attester que la population congolaise vit dans des conditions peu porteuses d'espoir. L'une d'entre ces études déclare qu'elle est « *une population qui se débrouille dans l'informel pour donner des solutions à la faillite de l'Etat* » (Hilaire Katalayi Mutombo, 2014, p. 118).

Le décor planté, nous estimons que le tableau risque de s'obscurcir davantage si nous évoquons, par exemple, l'hygiène dans nos aéroports, marchés, ou autres places publiques, en passant par la propension de la friperie (alimentaire, vestimentaire, mobiliers, etc.) et la qualité de vie dans des parcelles où cohabitent plusieurs ménages faute de mieux. Doit-on passer sous silence, la montée en flèche du « phénomène bidon jaune ? » [5] A l'heure actuelle, « l'imposteur » qui ose prendre le risque de gérer une telle situation, il se doit d'avoir les nerfs solides. Certainement qu'il essuiera des critiques du monde (tant au propre qu'au figuré), car il aura hérité d'une situation où tout est prioritaire encore et toujours, en commençant par les mentalités de son peuple.

Comme il en est ainsi, que faire ? Ou par où commencer ? C'est l'essentiel du dernier point de cette étude. Il est coulé sous forme des propositions non exhaustives.

III. Proposition des voies de sortie

Le quotidien comme l'un des indicateurs des efforts que la société déploie en faveur de ses habitants, il peut se prêter à cette vision : ensemble des marges de manœuvre à travers lesquelles les habitants d'un espace géographique donné à l'intérieur duquel s'autorisent de vaquer à leurs occupations. Il s'affiche ainsi comme un cadre dont le contour se dessine au fur et à mesure qu'on atteint les limites. Marqueur qui, lorsqu'on procède à des comparaisons entre la société congolaise et d'autres organisations sociales, laisse perplexe.

Celui qui a servi d'assise pour collecter les données ayant fait l'objet de nos analyses excelle dans des faiblesses qui étonnent. D'autant plus que l'insensibilité avec laquelle les problèmes sociaux sont abordés, il se sent une insouciance collective qui conforte l'adage : un peuple mérite son chef.

En effet, le drame qui s'observe n'a rien d'égal comparé à d'autres contextes sociaux du passé. C'est presque l'enlèvement qu'on constate dans tous les secteurs. A la limite, sans avoir peur des mots, il s'agit de l'érosion continue du train de vie du congolais. Nous nous sommes astreints à l'essentiel sans vouloir remuer davantage le couteau dans la plaie qui est déjà béante.

Nous venons de poser sommairement un diagnostic, à la manière du médecin lorsqu'après l'anamnèse, doit procéder à l'application de l'alcool pour la désinfection de la plaie avant de décider des autres antibiotiques. Il doit finalement prodiguer à son patient des conseils devant conduire à la cicatrisation. Ainsi donc, le quotidien du congolais ne peut être guéri, selon nos analyses qu'à travers quatre pistes qui, toutes, épousent la finalité de la discipline anthropologique. Car la recherche en Anthropologie est menée principalement dans le but de résoudre des problèmes pratiques à travers l'anthropologie appliquée (W. HAVILAND and Cie, 2008, p. 7).

Quatre pistes coulées sous forme des verbes à l'infinitif, à savoir :

- 1. Se définir un but (Que voulons-nous ?)
- 2. Compter d'abord et avant tout sur ce qui est disponible (Qu'avons-nous ?)
- 3. Travailler pour le long terme en s'inspirant de ce qui marche ailleurs (Comment atteindre ce but ?)
- 4. Instaurer et développer la culture de l'auto-évaluation (Comment cela marche-t-il et que faire ?)

Ces voies ou issues qui seront développées ici reflètent une nouvelle culture ou une invitation qui est lancée à l'attention de tout(e) habitant(e) du Congo soucieux (euse) de guérir son quotidien, et par ricochet celui du grand nombre. Laissant de côté les formules stéréotypées qui s'étiolent dans les vœux, celles-ci entendent convier tout esprit pensant à un comportement qui pousse à l'excellence. Un état de maturation, fruit d'une incessante remise en question tout en capitalisant les acquis. C'est ainsi que l'histoire des grandes civilisations passées et actuelles nous enseigne, que sans un engagement individuel fort et clair, comme préalable, le bonheur quotidien radieux et durable du grand nombre demeurera un leurre.

3.1. Savoir définir le but

De cette première étape, il convient de retenir qu'il s'agit d'un temps de la prise de conscience. En effet, l'amélioration réfléchie d'une situation part de ce préalable.

Deux personnes ne peuvent pas marcher ensemble si elles ne s'accordent pas, dit-on. Les raisons durables qui les poussent à s'engager mutuellement doivent être clarifiées au départ. Très souvent cette prise de conscience s'opère au cours ou à la suite d'un évènement supposé ou vécu. La convocation des notabilités est activée afin de diagnostiquer sans complaisance la situation d'autant plus que le danger guette la survie de toute la communauté.

A la suite de ces assises, les grandes options sont prises en vue d'œuvrer au maintien de la vie du grand nombre en se fixant l'atteinte d'un idéal social. Il peut paraître très philosophique lorsqu'il est question du quotidien congolais. Car en effet, par le passé la tenue des travaux de la conférence nationale souveraine (CNS) qui, en dépit des attentes, n'ont pas amélioré les questions existentielles des congolais. Du fait que le but pour un Congo compétitif, qui sait faire entendre sa voix dans les instances internationales, n'a pas été ni évoquées, ni portées par ceux qui avaient la charge de conduire ces travaux, encore moins l'idée de la remise en surface du manifeste de la N'sele.

Ce document a le mérite historique d'avoir positionné le Zaïre sur l'échiquier international (but) ; un noble but dont la matérialisation a été déviée par ses concepteurs. Devant apprendre de nos erreurs, ne devrions-nous pas le revisiter en l'actualisant ?

Ensemble, avec d'autres voix qui ont porté la question de la RDC dans le concert des nations sont ici la bienvenue. Car pour y parvenir le quotidien en est le soubassement. A ce sujet, un analyste avisé s'est posé cette question en termes peu voilés : Le Zaïre vers quelles destinées ? (KANKWENDA Mbaya, 1992). On aurait pu enregistrer un engouement dans le rang des hommes politiques attentifs à ce type des questions. Cette interrogation fut et est encore d'actualité ; une sonnette d'alarme qui met en garde contre les conséquences que nous déplorons aujourd'hui. KANKWENDA, ce visionnaire, percevait à la suite de ses analyses que ce pays manquait à l'appel par rapport aux grands enjeux qui se tramaient à la fin du millénaire passé.

Malheureusement, cette mise en garde est tombée dans les oreilles sourdes ; mais préoccupaient à se livrer la bataille sans merci du positionnement politique. Ainsi l'ère de la mondialisation a sonné, et ce sont les plus attentifs à ses exigences qui s'en sortent bien, tandis que les autres subissent son train de vie, et se dépersonnalisent. Ici tout fonctionne avec le principe selon lequel le contrôle de ce qui vous appartient en propre, vous échappe tout en vous infantilisant à merci.

Heureusement, il n'est pas trop tard pour pouvoir reconsidérer nos grandes options et travailler dans un premier temps pour la réhabilitation de l'homme congolais. Le miracle demeure encore possible, à l'instar des autres pays, qui, hier étaient à la risée de tous, mais actuellement comptent parmi les destinations des capitaux frais. La Chine, pour ne pas la citer, est l'un des exemples le plus éclatant. Deuxième économie mondiale, alors qu'elle était qualifiée de pays sous-développé vers les années 1960. Les grandes options que le parti communiste avait levées, portent ses fruits aujourd'hui.

3.2. Connaître d'abord ce qui est disponible et faire avec

C'est une erreur d'appréciation, que de croire mordicus que le sort du peuple congolais est entièrement lié aux volontés ou efforts des autres. Le formatage de l'esprit congolais est tel que le salut ou le malheur sont les faits des autres selon que les intérêts de leurs protégés sont en sécurité ou non.

Nous devons apprendre à nous scruter et à inventorier localement les ressources internes, et voir consolider les efforts pour un but que nous nous sommes fixés. A défaut de cet exercice permanent qui fait souvent défaut dans bien des cas, il s'accumulera toujours de la confusion.

Ne pas savoir ce dont on dispose, c'est se priver impunément d'une fondation. Tel semble être la norme lorsque pour réparer un pont, asphalté une route d'intérêt économique entre deux ou trois provinces, les ingénieurs ne seront pas forcément de nos Universités et Instituts supérieurs. De quoi avons-nous réellement peur ? S'agit-il de la qualité de leurs produits ? Y mettre du sérieux ne coûte rien à part la volonté de tous (enseignants, étudiants et autorités politiques).

L'aliénation a fini par atteindre même le goût culinaire. Quel est le poisson le plus consommé dans les ménages congolais ? La réponse ne demande pas d'effort pour se la donner. Et combien des ressources halieutiques de qualité dont regorgent nos rivières, nos lacs et notre majestueux fleuve mais qui meurent de vieillesse faute de les avoir capturées ?

C'est autant dire que le quotidien congolais est gangréné par une multitude des goûts extravertis. Même l'estime de soi peine à se manifester surtout lorsque par exemple, l'équipe nationale de football se plombe des contreperformances. Les critiques s'emparent du problème en indexant les individus à l'extrême, en y déchargeant tous les maux à la manière du bouc émissaire.

Un tel inventaire doit être fait à tous les niveaux et dans tous les domaines. C'est avec le morceau de bâton dont on dispose à la portée de la main qu'on peut arriver à assommer le serpent, dit-on. Sans nécessairement river les yeux sur un éventuel secours, qui risque d'exposer la victime à plus de vulnérabilité.

Cette deuxième étape est indispensable dans ce combat pour résoudre la précarité du quotidien congolais. A l'absence de cet impératif, on est sûr de passer à côté, et sceller l'installation de l'attentisme avilissant dont décrient les méfaits dans tous les ménages du Congo.

3.3. Travailler pour le long terme

Accréditer l'idée selon laquelle la population congolaise est indolente ou paresseuse ne cadre pas avec la réalité. Elle est une invention, une supercherie. Elle offre un bon spectacle à tout observateur juché sur le boulevard Lumumba aux heures de pointe (matin – soir). La marée humaine qui affronte le quotidien incertain sans se lasser, suffit pour s'en convaincre.

Il en est de même des opérateurs politiques congolais (dans leur grande majorité). Ils changent, se transforment et se débattent non seulement dans des partis politiques, mais aussi de camp. Aujourd'hui s'il peut se réclamer opposant, demain passer sur les ondes pour se dédire ; avant de se faire éjecter à cause de sa « méconduite ». Ils arpentent le même chemin pour accuser tout le monde de son ancienne famille politique d'acharnement sur sa personne ; et se définir de centriste ou du

courant réformateur n'est pas une nouveauté. En République démocratique du Congo, ce vagabondage politique demeure une école.

Toutes ces prouesses tant du côté du congolais moyen que celui des opérateurs politiques relève du court terme. En tout cas, rien n'est fait pour survivre à son géniteur, à part les œuvres de l'esprit telles que les chansons, déclarations, les bonnes lois non exécutées, qui d'ailleurs sont conservées aléatoirement par rapport aux normes. L'état des archives, les musées, etc. sont dans un état de répugnance généralisée. Les générations qui se succèdent n'en connaissent pas l'importance. Toute la mémoire institutionnelle est privée des ressources non seulement pour la conserver mais aussi pour la perpétuer.

Partant de ce constat, rien ne prouve que la volonté de mieux faire pour marquer son époque, surtout pour que les générations futures soient en partage pour un grand nombre. Elle peine encore à prendre corps dans le vécu du congolais. Les centres de réarmement moral n'existent pas. A la place, se mettent en place plutôt et en grand nombre, les débits de boisson et autres lieux de vacarmes.

L'exemple de l'éducation considérée comme l'un des secteurs stratégiques partout ailleurs, fait froid au dos en République démocratique du Congo. En effet, combien y a-t-il encore des parents qui se donnent la peine de scolariser leurs enfants dans des écoles où, à la proclamation des résultats de fin d'année, si l'un d'eux obtient moins de 60% demandent au directeur de cette école, qu'il puisse reprendre de classe ? En revanche lui infliger des privations exemplaires comme cela était le cas dans un passé récent dans ce même pays ?

Du côté des autorités, un autre exemple dans l'administration publique donne à constater simplement le manque de redevabilité. En effet, les hommes politiques de la nature de l'ex premier ministre, Lunda Bululu, qui a démissionné au cœur de la dictature de son époque, à cause d'incompatibilité, peut être considérée comme une insolite. Lorsque sa politique gouvernementale n'allait plus dans le même sens que celle de son chef, il a montré à la face du monde que c'est possible de rendre le tablier.

Malheureusement, combien d'autres membres de l'exécutif national l'ont-ils emboîté les pas lorsque leurs secteurs n'arrivaient plus à donner satisfaction à la population ? Au contraire, les intimidations et les brimades s'en suivent et ternissent la noblesse de ces charges d'Etat. On se contente du semblant collectif. D'une part, le chef ne veut pas sanctionner au risque de devenir impopulaire ; de l'autre, le peuple se laisse museler et ne peut plus revendiquer par peur des représailles policières ou autres. Devant une telle licence, il s'instaure par voie de conséquences la culture de la demi-mesure et de « l'en entendant » pourvu qu'on s'y accroche encore.

A partir de ce contentement généralisé, la fragilité de tout le pays fait que lorsque parfois les voisins toussent chez eux, à l'interner, tout le monde tremblote de frayeur. A leur étonnement, ils s'autorisent même impunément, d'aliéner à leur gré et les frontières et tout ce qui s'y trouvent. « Eteya biso !! » [7]

Certes nous avons les capacités éprouvées de supporter les humiliations, mais nous devons alors réfléchir sur comment investir dans des ouvrages durables. Des ouvrages qui touchent aux secteurs inaliénables tels que la propriété intellectuelle, le sol, le sous-sol, les eaux voire l'alimentation.

3.4. L'évaluation permanente

Procéder à des évaluations permanentes ressort d'un exercice de toute gestion normale axée sur les résultats. Nous ressentons une peine en abordant cette dernière recommandation. Car même dans le monde animal pur revenir sur ses pas est un principe qui préside au maintien de l'espèce. Il nous souviendra ici de l'éléphant. Ce pachyderme, apprend-on, des chasseurs, qu'il n'oublie jamais celui qui l'a raté. Un jour ou l'autre, il finira par reconnaître son bourreau et lui régler les comptes.

De cet exemple, nous en déduisons que chaque mouvement qui se veut rassurant, surtout celui qui préside à la destinée des vies des hommes, ne peut que s'en inspirer. Car prétendre avancer sans reconsidérer le chemin parcouru, c'est investir dans du sable mouvant. Malheureusement ceci semble être la mode lorsqu'on essaye de faire une rétrospective par rapport à notre pays. On ne s'étonnera pas de la multitude des projets voire des décrets, qui ont souffert de cette absence.

Pire encore, ceux-ci ont entretenu beaucoup de confusion qu'ils n'en ont résolu. Dans le domaine de culture, pour illustration, le Fonds Mobutu Sese Seko : créé par l'ordonnance du 28 mars 1972, en faveur des artistes et écrivains. Il avait pour objet d'apporter son aide aux artistes et écrivains zaïrois, qui ont leur domicile au Zaïre et qui sont inscrits à la matricule générale des artistes et écrivains zaïrois tenue par le Fonds. Avec la création des divers fonds placés sous tutelle du Ministère de la culture, on va assister à une réelle confusion dans l'attribution et la gestion de la chose culture qui va aboutir même au découragement de certains opérateurs culturels (salle de cinéma, librairie, ...). Dans l'une de ses dispositions, les recettes de ce fonds proviendraient des manifestations culturelles organisées par les artistes et les écrivains eux-mêmes (SHAJE, 2013).

La culture qui a irrigué les pratiques sociales est celle du laisser-faire, quitte à exceller dans des actions de saupoudrage. Les conclusions sont tirées à la va vite, et on procède au changement plutôt des gestionnaires, si ce n'est pas qu'on les gratifie avec leurs tares, en lieu et place d'une culture de l'excellence et de pérennité des actes louables, qui marquent indélébilement les esprits. Très souvent, c'est le contraire. A l'instar d'une des déclarations ci-après, le feu premier commissaire d'Etat du Zaïre, l'exprime mieux en ces termes :

« Il n'existe pas de système politique qui n'ait pas sa propre vision des problèmes. On dit généralement que tout système politique a son idéologie et sa doctrine qui servent de cadre et de base, dans sa situation particulière, à toute son action. (...) C'est dire que, pour lui, l'idéologie est l'instrument principal de la lutte révolutionnaire. Le Mouvement populaire de la Révolution en tant que force révolutionnaire du peuple zaïrois se devait de disposer d'une idéologie capable de réaliser la raison de son existence (...). Pour atteindre ce dessein, seule l'idéologie de l'authenticité, élément du mobutisme, lui a donné les armes appropriées. » (Nguz, 1976, p. 9).

Tout le monde sait de mémoire que ce chantre, par le concours de circonstances, est parvenu même à déchirer le billet de banque portant l'effigie de son icône d'hier. Ainsi, le clientélisme passe pour la corde névralgique dans le paysage politique congolais. C'est ainsi que les rares évaluations qui sont diligentées, ne les sont qu'à sens unique. Lorsqu'on tombe dans la disgrâce de celui pour qui on jurait fidélité, le discours prend une autre tournure et se débite avec une bonne dose de mélancolie.

Pour autant que cela ne plaise aux victimes, nous avons là exprimé une des visées de la recherche en science sociale, en anthropologie plus précisément. Concluons.

Conclusion

Cette étude peut être considérée comme une critique sévère de ce qui se donne à vivre, comme allant de soi. L'archéologie du quotidien dont question dans cette étude a consisté à mettre en suspens cette figure figée qui s'offre à l'observation à travers le discours officiel. Dans celui-ci, tout est suspendu à la loi d'une certaine bienveillance à partir de laquelle on justifie, de gré ou de force, l'orientation de la gestion de la chose publique.

Dans la pratique, le divorce est déjà consommé lorsqu'on promet, la main posée sur le texte constitutionnel, de garantir le bien-être du peuple ; car après s'être suffisamment acclimaté, l'usure l'en éloigne par une pratique bien ancrée : celle de ne pas rendre compte ni à mi-chemin ni à la fin de l'exercice de canalisation des aspirations de tout un peuple, mais aussi de celles tout un pays. L'abandon de la politique de ramer à contre-courant est ici une thérapie si nous voulons que la congolité puisse revêtir une aura respectable.

Au demeurant, l'image que le Congo et son peuple, dans leur grande majorité offrent à la face du monde n'est pas loin d'un albatros qui a échoué sur une plage, et se fait aider durant des longues décennies, sans y parvenir, pour reprendre ses forces et s'envoler. Toutes les thérapies lui ont été administrées mais, les embellies enregistrées se sont avérées éphémères.

Il a acquis des habitudes qui lui conviennent de s'accommoder à sa situation malgré tout ce qu'il a pour reprendre sa place et étonner le monde à travers les prouesses que d'autres pays ont fait montre au cours de leur l'histoire (politique, économique et sociale).

Nous pensons avoir insisté sur ces quelques idées fortes. A l'ère de la mondialisation, avec tout ce qu'elle recèle comme enjeux, les faibles n'ont de place qu'au prix d'un investissement réfléchi. En République démocratique du Congo, le quotidien actuel du citoyen constitue une meilleure illustration de cette faiblesse. L'investissement dont question ici ne doit pas rivaliser les effets d'annonce sans lendemain. Et une fois arrêté, le but doit faire l'objet d'une appropriation nationale. Il irrigue alors toutes les couches sociales et tous les secteurs vitaux de la vie nationale, ainsi le quotidien auquel le peuple aspire n'y pourra être que l'une des conséquences visibles et tangibles.

Dépasser les simples calculs politiques, et récuser tout comportement de finitude pour se projeter dans des orientations ambitieuses est le maître-mot. Il convient aussi compter au préalable sur les ressources dormantes internes. Celles-ci sont une assise indispensable sans laquelle tout apport extérieur quel que soit sa nature empoisonne l'avenir et le processus de l'amélioration du quotidien de tous. Enfin, les acteurs clés impliqués dans ce processus doivent être favorables à la culture de l'évaluation et de la redevabilité. Car ils doivent savoir s'arrêter pour reconsidérer le chemin parcouru et rendre compte, à temps et à contretemps.

La modeste contribution de cette étude à l'éternelle question du quotidien congolais n'est pas l'unique. Néanmoins, elle s'inscrit en ligne droite de toutes les autres voix évoquées dans le corps de ce texte. Car le quotidien actuel du congolais semble épouser irrémédiablement une allure misérabiliste, enkystée et incurable. Ainsi notre contribution rejoint la mise au point pleine de sens au sujet de la formation de l'équipe de l'Exécutif national (2019), il (le Directeur de cabinet du Chef

de l'Etat), n'y pas par quatre chemins lorsqu'il dit exactement : « chaque ministre devra venir au gouvernement avec l'esprit de travailler pour la réussite des objectifs car cette dernière n'est ni la victoire du Premier ministre, ni celle du Chef de l'État, Félix Tshisekedi mais plutôt du peuple congolais qui aspire voir ses conditions de vie complètement changées ». (MEDIACONGO-Politique-, 4 août 2019).

Notes

- [1] Une telle entreprise est fort louable ; mais difficile lorsqu'on veut dresser une liste exhaustive de ces savants qui ont débarqué dans cette discipline en sont demeurés des hérauts, jusqu'à susciter des vocations à visée planétaire.
- [2] L'Anthropologie comme discipline académique en RDC remonte vers les années 70. Les singularités qui si signalaient dans cette branche dépassaient difficilement une dizaine des candidats. Associé au discrédit sus évoqué (dans le texte), elle peine encore à s'imposer comme ailleurs où les premiers musées par exemple, datent du XIXème siècle.
- [3] La quasi majorité d'analyses des causes de l'effondrement de la vie quotidienne de la RDC s'appuient sur ces événements, car au moins une fois et à la face du monde entier, les Zaïrois ont décidé de piller publiquement l'outil de production économique de l'époque. Les raisons qui s'échappaient des lèvres de ceux et celles qui se livraient dans cette entreprise de triste mémoire scandaient : « nous récupérons nos mises englouties par les jeux de hasard (Nguma, Bindo, etc.) »
- [4] Il s'agit de LUZUBU MATAFADI André dit Doudou Ngafura, d'heureuse mémoire, dont le physique était le témoignage vivant d'une précarité des agents de la plus grande machine qui devait assurer le fonctionnement de l'administration publique dans l'ensemble du pays. Il incarnait donc bien les rôles des minables fonctionnaires de l'Etat (de l'époque seulement ?).
- [5] Frère Patrice est l'un des artistes chrétiens qui, au début de sa carrière (1990 ?), était caractérisé par un répertoire des chansons qui invitaient à la réflexion, à la repentance, etc. Bref, à une prise de conscience personnelle de la finitude ou la vanité de tout ce qui est terrestre. Cette déception populaire se traduisait par un regret amer car on ne savait pas à quel saint se vouer.
- [6] Le phénomène bidon jaune est apparu avec la rareté de la denrée indispensable à la vie humaine : de l'eau de boisson. On croirait que les ménages vont s'approvisionner en huiles alimentaires lorsqu'ils sont contraints de trainer ces récipients presque chaque jour. Des emballages produits ailleurs, mais qui sont parvenus à s'imposer dans les ménages de Kinshasa à cause de la privation d'une ressource abondante dans un pays scandaleusement aquatique.
- [7] En lingala, (Eteya biso), cette expression invite les victimes d'aujourd'hui ou d'hier à la prise de conscience et à apprendre de leurs faiblesses.

Bibliographie

- ALAN BARNARD, *History and theory in anthropology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- AYIMPAM S., *Economie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Karthala, 2014.

- David BOLDUC et Antoine AYOUB GREEN, *La mondialisation et ses effets : revue de la littérature*, Université Laval Québec, Canada, Novembre 2000.
- Delphin KAYEMBE KATAYI, « Plaidoyer pour un dialogue constructif entre deux mondes : organisations non gouvernementales internationales et Université. Points de vue d'un anthropologue », in *Carrefour Congolais*, n°1, mars 2019, Les Pays-Bas, éd. Kimpa Mvita, pp. 33-54.
- Didier DE LANNOY, S. MABIALA et Emile BONGELI (sous dir.), « Tango ya ba noko, 'les temps des oncles' Recueil des témoignages zaïrois », in *Les Cahiers du CEDAF*, n°5-6, 1986.
- F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècles*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1979.
- FOUCAULT, Michel, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- Frantz Fanon, in J.D. Mobutu Sese Seko, discours à l'Assemblée des Nations Unies en 1973.
- Georges BALANDIER, "Essai d'identification du quotidien" in *les Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 74, janvier-juin 1983, pp. 5-12, Paris, Les Presses universitaires de France.
- Haviland, W. A., Prins, H. E., Walrath, D. and McBride, B., *Anthropology The Human Challenge* (13th edition), Australia, Wadsworth Cengage Learning, 2011.
- Hilaire Katalayi Mutombo, *Urbanisation et fabrique urbaine à Kinshasa : défis et opportunités d'aménagement*, thèse de doctorat en Géographie, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, 2014.
- J.P. De SARDAN, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 2008.
- KANKWENDA Mbaya, (dir.), *Zaïre, vers quelles destinées ?*, Dakar, Codesria, 1992.
- Karl-I-Bond Ngunz, « Dix ans de pouvoir : idées forces du Mobutisme », in *Studia diplomatica*, 29, 1 (1976).
- L. ZAKHAROVA, « Le quotidien du communisme » in *Annales Histoire, Sciences Sociales*, Paris Armand-Colin/EHESS, 68^{ème} année, n°2, avril-juin 2013.
- LYE MUDABA Yoka, *Kinshasa, signes de vie*, Paris-Bruxelles, L'Harmattan-Institut Africain-CEDAF, 1999.
- MABIKA Kalanda, *La remise en question. Base de la décolonisation mentale*, Kinshasa, LASK, 1965.
- MABIKA KALANDA, *La remise en question. Base de la décolonisation mentale*, LASK, Mbuji-Mayi, 1966.
- MBAYA Mudimba R. et STREIFFELER F., *Secteur informel au Congo-Kinshasa. Stratégies pour un développement endogène* (Zamba epeli moto, nyama iboyi kokima), Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 1999.

- MEDIACONGO - Politique -, « Bahati Lukwebo reçu par le Premier ministre Ilunga », 4 août 2019.
- PELON et P. GENTILHOMME, « Le diamant dans la géopolitique africaine », in *Afrique contemporaine. Afrique et développement*, Bruxelles, De Boeck et Larcier s.a. n°221, 2007.
- Pierre JACQUEMOT, *Kinshasa, la mégapole sans cesse réinventée*, Paris, Les Notes de l'IRIS, 2011.
- Shaje a tshiluila, *Politique culturelle de la République du Congo*, cours destiné aux étudiants de 3ème graduat Anthropologie, Unikin, 2013.
- SHOMBA Kinyamba S., *Kinshasa : mégapolis malade des dérives existentielles*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- The New Encyclopedia Britannica (Macropedia), Vol. 27 pp.326-331.
- THOMPSON, Grahame, « Introduction : situer la mondialisation », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no. 160, juin 1999, pp. 159-174.
- VALASKAKIS, Kimon, « Le théâtre de la mondialisation : la scène, la distribution et l'intrigue de la pièce ont changé », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no. 160, juin 1999, pp. 175-187.
- William HAVILAND and al., *Cultural anthropology. The human challenge*, Twelfth Edition, Wadsworth, Thomson learning, 2008.